



ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE

WORLD ORGANISATION AGAINST TORTURE

APPEL A PROJET POUR LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU COMITE CONTRE LA TORTURE SUR LA RDC

(Ouvert jusqu'au 10 mars 2020)

**Termes de Références pour solliciter une subvention pour des activités visant
le suivi des recommandations du comité contre la torture sur la RDC**

I. HISTORIQUE DE L'ORGANISATION ET DU PROJET

A. L'OMCT

L'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) a été créée en 1985. Basée à Genève, elle s'appuie toutefois sur son réseau étendu et actif, SOS-Torture, qui opère dans plus de 90 pays, et fait partie des plus grandes coalitions d'organisations de la société. Les civils qui luttent contre la torture et toutes autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans le monde. L'OMCT a pour mission de contribuer à l'éradication de la torture, des exécutions sommaires, des disparitions, des détentions arbitraires et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de protéger les victimes et les personnes à risque par le biais de son vaste réseau de société civile. L'OMCT coordonne la participation des organisations de la société civile devant le Comité des Nations Unies contre la torture (ci-après dénommé CAT) et apporte un soutien aux organisations de la société civile liées au CAT.

Vous trouverez plus d'informations sur l'OMCT et ses activités sur le site Web du Comité des Nations Unies contre la torture, ainsi que sur le blog CAT de l'OMCT ou via nos réseaux sociaux sur Facebook et Twitter.

B. Le projet

L'OMCT bénéficie du soutien financier de l'Union européenne (UE), du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, gouvernement irlandais et du ministère des Affaires étrangères de la Suisse (DFAE) pour soutenir les initiatives de la société civile congolaise visant à lutter contre la torture et désireuses de contribuer au suivi et à la mise en œuvre des recommandations du Comité contre la Torture (CAT). L'objectif est de soutenir des initiatives qui intègrent les approches d'une multiplicité de secteurs

sociaux et de groupes en situation de plus grande vulnérabilité. Le projet souhaite aussi contribuer au renforcement des coalitions, alliances et articulations nationales contre la torture.

Le montant total disponible pour ce projet est de **7,500 EUR**.

II. PORTÉE DU PROJET ET MÉTHODOLOGIE

Les États qui ont ratifié la Convention contre la torture, à l'instar de la RDC, sont tenus, conformément aux dispositions de l'article 19, de présenter des rapports périodiques sur les mesures (législatives, administratives, judiciaires, autres) adoptées pour mettre en œuvre les droits et obligations inscrits dans la Convention contre la torture. Ces rapports servent de base à l'évaluation des États parties par le Comité contre la torture, qui aboutit à la publication des "observations finales" (rapport contenant les principales préoccupations et recommandations).

Dans le cas de la RDC, l'État a présenté son deuxième rapport à la 66e session du CAT (avril-mai 2019) et, le Comité a publié ses Observations et Conclusions finales en mai 2019 en précisant 3 recommandations prioritaires à mettre en œuvre avant mai 2020.

L'OMCT souhaite mobiliser la société civile congolaise pour rédiger et soumettre un rapport de suivi des recommandations du CAT et mener des activités de plaidoyer et communication autour de ces recommandations.

Les Organisations soumissionnaires devraient faire des propositions qui incluent, cumulativement, les actions suivantes :

- 1) L'organisation d'un atelier de consultation organisations de la société civile, d'experts universitaires, d'institutions étatiques, de représentants diplomatiques et / ou d'agences de coopération internationale pour discuter de la mise en œuvre des recommandations du CAT
- 2) La rédaction d'un rapport de suivi conjoint de la société civile adressé au Comité contre la torture sur de la mise en œuvre des recommandations du CAT
- 3) La mise en place d'une coalition de la société civile unie contre la torture en RDC.

Les activités proposées doivent être terminées avant le 31 juillet 2020. L'OMCT peut fournir des conseils techniques et / ou participer à la préparation de rapports au CAT et à la conception et à la mise en œuvre des activités proposées. Toutes les tâches et activités doivent être organisées :

- Encourager la méthodologie participative et inclusive et la prise de décision participative ;
- Évaluer les garanties de sécurité appropriées des personnes / organisations participantes

1. L'organisation d'un atelier préparatoire de consultation organisations de la société civile [Cette activité est estimée à 5000 EUR]

L'évènement de deux jours doit impliquer des acteurs du secteur de la lutte contre la torture venant de ou représentant plusieurs régions du pays, y compris la société civile, les victimes, les institutions de l'État et la communauté internationale (prenant en compte un équilibre entre les sexes, géographique, ethnique et d'âge).

2. Préparation d'un rapport de suivi à soumettre au Comité Contre la Torture

[Cette activité est estimée à 2000 EUR]

La rédaction d'un rapport de suivi conjoint de la société civile adressé au comité contre la torture sur la problématique la torture en RDC. Le rapport doit être soumis avant le 30 juin au plus tard.

Les organisations congolaises soumissionnaires sont invitées à rédiger un rapport issu des discussions tenues lors de l'atelier de suivi. Ce rapport doit analyser le cadre législatif national et sa mise en œuvre au regard de la Convention contre la Torture et ensuite proposer des recommandations et des changements nécessaires au niveau institutionnel et législatif.

Afin de présenter des informations au CAT, l'organisation ou le groupe d'organisations choisi doit :

- Compiler et fournir de manière structurée des informations sur l'état de la mise en œuvre des observations finales du CAT après l'examen de la RDC lors de sa 66^e session.
- Présenter les informations avec des faits concrets, objectifs, fiables, précis et clairs
- Utiliser des exemples concrets de lois et pratiques et des statistiques ayant été pris en compte par les autorités

3. La mise en place d'une coalition de la société civile unie contre la torture en RDC

[Cette activité est estimée à 500 EUR]

Construire et structurer les acteurs de la société civile dans un mouvement de coordination des actions de la société civile contre la torture. Il ne s'agira pas d'une nouvelle ONG mais d'un consortium d'ONG engagées ensemble pour mener des actions en faveur de l'éradication de la torture en RDC.

III. DURÉE ET EMPLACEMENT

Les activités proposées doivent être terminées avant le 31 Juillet 2020. L'organisation ou le groupe d'organisations choisi doit soumettre un rapport narratif et financier de toutes les activités réalisées à la fin des activités.

IV. EXIGENCES ET ADMISSIBILITÉ

Les organisations ayant le profil et les compétences suivants sont invitées à exprimer leur intérêt :

- Les organisations de la société civile congolaise œuvrant dans l'un des domaines suivants : prévention, enquêtes, sanctions, réparation de la torture et autres mauvais traitements y compris des violences sexuelles
- Les organisations de la société civile congolaise ayant une expérience et un intérêt dans la promotion et la formulation de coalitions et / ou de synergies collectives de la société civile, y compris celles membres du réseau SOS-Torture de l'OMCT, avec des alliances potentielles avec d'autres acteurs importants ;
- Les organisations de la société civile congolaise qui ont l'expérience du contentieux des affaires de torture, au niveau interne et / ou international (y compris le système africain des droits de la personne);
- Les Organisations de la société civile ayant une capacité financière et opérationnelle suffisante.

V. SOUMISSION DES CANDIDATURES

Les demandes formulées conjointement par plusieurs organisations seront examinées. Dans ce cas, il sera nécessaire d'identifier l'organisation qui est le demandeur principal. L'organisme demandeur principal sera responsable de la gestion des ressources financières et de la soumission des rapports narratifs et financiers à temps. La répartition des tâches entre les organisations candidates doit être spécifiée dans la demande. Le personnel de la ou des organisations peut être embauché ou des consultants peuvent être embauchés pour la mise en œuvre des activités définies dans le présent appel.

Une seule candidature (individuelle ou conjointe) sera choisie et soutenue, en fonction d'une évaluation avec des indicateurs prenant en compte les critères d'éligibilité, ainsi que du contenu, du champ d'application et de la méthodologie de la proposition.

Les candidatures doivent être envoyées uniquement par courrier électronique à Isidore NGUEULEU, conseiller aux droits de l'homme à l'OMCT, chargé de la région Afrique (icnd@omct.org). La date limite est le 10 mars 2019.

Pour que votre demande soit prise en compte, envoyez un courrier électronique à "Suivi CAT - RDC" dans l'en-tête du sujet, avec les pièces jointes suivantes :

- Une brève description qui identifie les activités, la méthodologie, les objectifs et les résultats attendus dans chaque domaine d'action spécifié dans cet appel. La justification doit également indiquer comment la durabilité ou la continuité des objectifs de cet appel sera garantie dans les activités futures de l'organisation / des organisations ;
- Un budget qui spécifie les différentes dépenses prévues par champ d'action. L'estimation du coût de chaque action est indicative et le budget peut être modifié, mais le montant total de l'aide est celui mentionné au point I. Ce budget doit inclure les ressources humaines (frais de personnel) et 7% de coûts indirects (frais généraux).
- Un calendrier incluant l'exécution des activités prévues au point II.

Cet appel est possible grâce au soutien financier de l'Union européenne, du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, du gouvernement irlandais et du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de l'OMCT et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne, du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, du gouvernement irlandais ou du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse.